

20250610 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/65043/immigration-afghane-en-france--malgre-des-difficultes-dintegration-il-y-a-des-parcours-dafghans-remarquables>

Grand angle



Des jeunes Afghans devant le centre d'accueil du boulevard Ney, à Paris, en 2019. Crédit : InfoMigrants

Immigration afghane en France : "Malgré des difficultés d'intégration, il y a des parcours d'Afghans remarquables"

Par [Charlotte Boitiaux Wasi Mohsin](#)

Un peu plus de 100 000 Afghans sont présents en France. Ces arrivants, qui bénéficient d'un système relativement "protecteur" de l'asile en France, sont majoritairement jeunes, masculins, peu scolarisés, et souvent en difficulté d'apprentissage linguistique et d'insertion professionnelle. Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), dresse un état des lieux de cette immigration afghane en France depuis 2015. Entretien.

InfoMigrants : [**Dans votre rapport Fondapol**](#), vous qualifiez la migration afghane en France de "phénomène de grande ampleur". Qu'entendez-vous par là ?

Didier Leschi : Cette "grande ampleur" relève autant du nombre d'Afghans présents sur le sol français que des répercussions sociales et culturelles liées à ces arrivées importantes et inattendues. En une décennie, plus de 100 000 Afghans sont devenus résidents alors que la France n'avait aucun lien historique, culturel ou cultuel avec l'Afghanistan.

En ce sens, ces arrivées, par exemple, sont différentes de l'immigration indochinoise venue en France dans les années 70, après la chute de Saïgon [qui marque la fin de la guerre du Vietnam, ndlr] ou la victoire des terribles Khmers rouges [mouvement génocidaire et ultranationaliste cambodgien à la fin des années 1970, ndlr].

Nous sommes volontairement allés chercher [cette immigration] du fait d'un passé commun, beaucoup étaient encore francophones. Et il existait déjà une communauté indochinoise présente en France depuis la Grande Guerre. Ho Chi Minh avait été travailleur à Marseille, et membre du parti communiste en France.

Pour l'Afghanistan, aucun lien historique de ce type n'existe, si ce n'est un lien disons élitiste avec une petite partie de la population afghane francophile.

A lire aussi

[Ce que dit le rapport annuel de l'UE sur les demandes d'asile en 2024](#)

En 2014, seules 472 demandes d'asile ont été déposées par des Afghans. Plus de 17 500 en 2023. En une dizaine d'années, les Afghans sont entrés dans le top 10 des nationalités bénéficiant d'un titre de séjour de longue durée. Si l'on ajoute les personnes ayant acquis la nationalité française, et celles qui ont été déboutées du droit d'asile mais qui sont restées sur le territoire, on dépasse bien évidemment les 100 000 Afghans en France.

La grande majorité de ce groupe humain est constituée d'hommes jeunes peu formés, beaucoup ne savent ni lire ni écrire [le dari ou le pachto], ce qui accentue les difficultés d'intégration.

Bien sûr, il y a des Afghans qui ont réussi un parcours individuel remarquable. Les femmes, d'ailleurs, ont souvent un bon niveau de formation supérieure. Je pense en particulier à celles qui ont réussi à fuir le pays après la prise du pouvoir des Talibans, en août 2021.

Des millions de jeunes Afghanes sont privées de scolarité depuis le retour au pouvoir des Talibans en 2021. [Non seulement les Afghanes ne peuvent plus étudier](#) au-delà de l'enseignement primaire mais elles ont aussi été expulsées des écoles de santé, où elles se formaient pour devenir sages-femmes ou infirmières. La plupart des espaces publics leur sont également fermés. Depuis l'été 2024, elles sont obligées de se couvrir le visage et le corps, d'être toujours accompagnées d'un homme de leur famille lorsqu'elles utilisent les transports, elles n'ont plus le droit de chanter ou même de parler en dehors de chez elle.

IM : Comment la France est-elle devenue le pays "favori" des Afghans ?

D.L : Il y a eu en 2015 [au moment de l'important afflux de migrants en Europe, notamment venus de Syrie, ndlr] une fenêtre d'opportunité pour venir en France. Cette opportunité s'est créée au moment où l'Allemagne [a suspendu unilatéralement les accords de Schengen](#) [et rétabli les contrôles à certaines frontières].



Des soldats américains attrapent un bébé qui leur est tendu à travers la clôture de l'aéroport de Kaboul, le 19 août 2021, quelques jours après l'arrivée des Talibans dans la capitale afghane. Crédit : Reuters

Les passeurs ont donc opportunément organisé des filières de passage, construit de nouvelles routes. Dans ce contexte, la France est devenue un des pays ‘possibles’, ce qu’elle n’était pas jusqu’alors. Et ce ‘possible’ s’est renforcé quand l’Allemagne a modifié sa politique et accordé moins de protection internationale aux Afghans.

Mais c’est surtout la politique en Europe du Nord, [en Suède en particulier](#), qui a suscité un repli vers la France. Stockholm n’a attribué que très faiblement une protection internationale aux Afghans. Près d’un Afghan sur deux qui, pendant cette décennie, a demandé l’asile en France, avait déjà été enregistré comme demandeur d’asile soit en Allemagne soit en Suède - d’où ils ont été incités à partir et même à ne plus venir.

A lire aussi

[France : la CNDA estime que “l’ensemble des femmes afghanes” sont susceptibles d’être protégées comme réfugiées](#)

L’asile afghan illustre bien comment des politiques d’accueil ou de non accueil propre à chaque pays de l’UE peuvent orienter des flux, et combien l’absence d’harmonisation sur les taux de protection en matière d’asile permet de déjouer les règlements européens.

Dans le même temps, ne l’oublions pas, les pays qui les avaient massivement accueillis, comme le Pakistan ou l’Iran, [ont commencé à mettre en œuvre des politiques migratoires plus restrictives et à entamer de nombreux refoulements](#).

IM : La France a accordé une place importante dans ces dispositifs d’accueils pour les Afghanes qui sont victimes d’apartheid de genre sous le régime des Taliban. Sont-elles nombreuses ?

D.L : Nous savons tous quelle est la situation des femmes en Afghanistan. Et, au regard de ce qu’elles subissent, leur faible proportion au sein de l’exil afghan en Europe, en France en particulier, interroge.



Des femmes afghanes dans une école coranique à Kaboul, le 8 octobre 2022. Crédit : Reuters

Les routes migratoires sont pourtant empruntées par de nombreuses femmes, originaires d’Afrique subsaharienne ou de la Corne de l’Afrique notamment. Ces dernières traversent des régions chaotiques comme la Libye ou le Sahel. Les Afghanes, elles, sont peu représentées dans les flux migratoires d’Asie centrale, alors même que les pays qu’elles traversent (Iran,

Pakistan) pourraient paraître - toutes proportions gardées - plus sécurisés que la Libye, par exemple.

A lire aussi

[La France accueille plusieurs Afghanes menacées par les Taliban](#)

Il y a eu environ 3 000 femmes, majeures et mineures, recensées au moment des évacuations de Kaboul [en août 2021, ndlr]. Aujourd’hui, les femmes en Afghanistan ne peuvent se déplacer qu’accompagnées d’un homme de leur famille, parent ou mari. La faiblesse du nombre de femmes afghane hors de leur pays atteste aussi qu’aux yeux des hommes de leur famille, les sauver n’est pas une priorité.

La grande majorité de ceux qui quittent, encore aujourd’hui, l’Afghanistan le font pour des raisons économiques, et non pas par antagonisme idéologique avec l’islam rigoriste qui invisibilise et maltraite les femmes.

IM : Dans votre rapport, vous soulignez les problèmes liés à l’intégration des Afghans en France ? Comment expliquez-vous ces problèmes et quels seraient les moyens pour y remédier ?

D.L : Il y a un faible niveau de formation, des difficultés d’apprentissage de la langue qui expliquent que beaucoup d’Afghans n’ont pas trouvé les moyens d’être socialement autonome et de s’insérer dans la société française.

L’intégration est un processus d’acculturation qui prend du temps et dépend des caractéristiques individuelles et collectives des immigrés. S’ajoutent à cela les difficultés de notre marché du travail et de notre développement économique. Le secteur du bâtiment est en berne, la restauration connaît beaucoup de faillites d’entreprises, nos besoins en main-d’œuvre concernent surtout des métiers qualifiés. Les métiers d’aide à la personne supposent de maîtriser le français, et la capacité de suivre des formations.

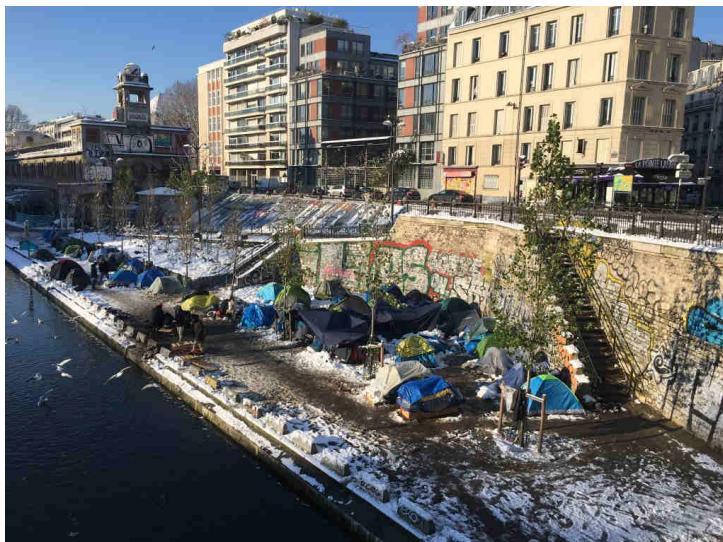


Image d’archive. Un camp de migrants afghans à Paris, à l’hiver 2018. Crédit : InfoMigrants

Avec l'Office français d'intégration et d'immigration (Ofii) [la structure étatique chargée d'orienter et d'héberger les demandeurs d'asile en France, dont Didier Leschi est le directeur], nous faisons beaucoup d'efforts, nous organisons des partenariats avec des entreprises avec l'aide d'associations, comme [l'association Pierre Claver](#) qui depuis des années fait un travail extraordinaire en terme d'apprentissage du français.

IM : Quelle est la politique de la France en matière d'expulsion concernant les Afghans?

D.L : [L'Allemagne a trouvé le moyen d'obtenir des laissez-passer consulaires](#) pour des personnes sortant de prison. Pour la France, la situation est beaucoup plus complexe, nous n'y arrivons pas suffisamment. Reste que celui qui a rompu le pacte d'accueil doit être expulsé. Comme celui qui ne relève pas de l'asile.

Les délinquants afghans ne doivent pas se sentir protégés. Et nous proposons [des aides au retour volontaires](#) pour les déboutés. Depuis 2021, mais même avant, des Afghans nous demandent de les aider à retourner à Kaboul.

Depuis le retour au pouvoir des Talibans en août 2021, la position officielle du gouvernement français est de ne procéder à aucune expulsion d'Afghans, et de n'avoir aucune relation diplomatique avec Kaboul.

[A la Une / Grand angle](#)